

Accord collectif
**PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE FRAIS DE SANTÉ
DES SALARIÉS NON CADRES DES EXPLOITATIONS
ET ENTREPRISES AGRICOLES
(Alsace)
(30 juin 2009)**

(Etendu par arrêté du 6 avril 2010,
Journal officiel du 16 avril 2010)

AVENANT N° 4 DU 3 SEPTEMBRE 2013

NOR : AGRS1497284M

Entre :

La FDSEA du Bas-Rhin ;

La FDSEA du Haut-Rhin ;

La fédération des maraîchers d'Alsace ;

L'association des viticulteurs d'Alsace ;

Le syndicat des pépiniéristes viticoles ;

Le groupement des producteurs négociants du vignoble alsacien ;

L'association des fermes-auberges du Bas-Rhin ;

L'association des fermes-auberges du Haut-Rhin ;

Le syndicat des horticulteurs et pépiniéristes d'Alsace ;

Les entrepreneurs des territoires du Bas-Rhin ;

Les entrepreneurs des territoires du Haut-Rhin ;

La COOP de France-Alsace, section CUMA ;

Le groupement syndical des entreprises de travaux forestiers d'Alsace,

D'une part, et

L'UR CFDT d'Alsace ;

L'UR CFTC d'Alsace ;

L'UR CGT-FO d'Alsace,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

L'article 4 de l'accord relatif au champ d'application professionnel et territorial est modifié comme suit.

« Les dispositions du présent accord s'appliquent à tout salarié ayant 6 mois d'ancienneté et plus dans l'entreprise et relevant du champ d'application du présent accord.

Pour les dispositions du présent accord, la condition d'ancienneté est réputée acquise au premier jour du mois civil au cours duquel le salarié atteint 6 mois d'ancienneté. »

Article 2

La liste de dispenses d'affiliation prévue à l'article 5 de l'accord est remplacée par la suivante :

« Ont la possibilité de solliciter une dispense afin de ne pas souscrire au présent régime les salariés se trouvant dans l'un des cas ci-dessous :

1. Les salariés qui bénéficient de la CMU complémentaire (CMU-C) ou de l'aide à l'acquisition d'une complémentaire santé (ACS). La dispense d'affiliation ne joue que jusqu'à l'échéance du contrat individuel, le salarié devant ensuite obligatoirement être affilié au régime ;

2. Les salariés couverts par une assurance individuelle frais de santé. La dispense d'affiliation ne joue que jusqu'à l'échéance du contrat individuel, le salarié devant ensuite obligatoirement être affilié au régime ;

3. Les salariés qui bénéficient d'une couverture collective et obligatoire du fait d'une autre activité exercée simultanément et ne relevant pas du champ d'application du présent accord ;

4. Les salariés ou apprentis sous contrat à durée déterminée d'une durée au moins égale à 12 mois qui ont souscrit une couverture individuelle frais de santé par ailleurs ;

5. Les salariés ou apprentis sous contrat à durée déterminée d'une durée inférieure à 12 mois, même s'ils ne bénéficient pas d'une couverture individuelle souscrite par ailleurs ;

6. Les salariés à temps partiel ou apprentis qui travaillent pour une seule entreprise, dès lors que la cotisation à leur charge est supérieure à 10 % de leur rémunération brute ;

7. Les salariés couverts pour les mêmes risques à titre collectif et obligatoire en qualité d'ayant droit.

Après l'entrée en vigueur de l'accord, la demande d'exclusion doit être faite par écrit à l'employeur au plus tard avant la fin du premier mois qui suit celui de l'obtention de la condition de 6 mois d'ancienneté. »

Article 3

L'article 10 de l'accord relatif aux demandes de dispense d'affiliation est modifié comme suit :

« 1. Salariés non cadres ne justifiant pas de l'ancienneté prévue à l'article 4

Les travailleurs saisonniers ou les salariés non cadres ayant moins de 6 mois d'ancienneté dans une entreprise ou exploitation relevant du champ d'application défini par le présent accord, et ne bénéficiant pas de ce fait à titre obligatoire du régime, peuvent demander à bénéficier des garanties prévues par le présent régime moyennant le paiement de la cotisation globale définie à l'article 9. La cotisation globale acquittée sera entièrement financée par le salarié. »

Article 4

Les autres dispositions de l'accord sont inchangées.

Article 5

Le présent avenant prend effet au 1^{er} janvier 2014.

Article 6

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Article 7

Un exemplaire du présent avenant sera remis à chacune des organisations signataires et cinq autres exemplaires seront déposés à la DIRECCTE d'Alsace.

Fait à Schiltigheim, le 3 septembre 2013.

(Suivent les signatures.)